



Les atouts des cryptomonnaies nationales pour les banques centrales

mardi 15 mai 2018, par Burkinapmepmi.com

Pourquoi les banques centrales deviendraient-elles émettrices de cryptomonnaies ? La question méritait d'être creusée. Et c'est Morgan Stanley qui nous offre une analyse de ce qui constituerait un véritable changement de cap. « Plusieurs banques centrales débattent activement du fait de mettre en place une version digitale des pièces et billets (...) La technologie pourrait aider à mieux suivre les flux de monnaies domestiques et internationaux, mais aussi mieux gérer les taux de changes », précise le document de recherche d'une dizaine de pages, publié par la banque américaine.

La question se pose aussi en Suisse. En février dernier, Romeo Lacher, le président du groupe financier SIX - qui opère notamment des systèmes de paiement et la Bourse suisse - déclarait même publiquement que la Banque nationale suisse (BNS) devrait lancer sa propre cryptomonnaie. « Un e-franc sous le contrôle de la banque centrale créerait de nombreuses synergies, ce serait très bon pour l'économie ».

Mais revenons à ce rapport, intitulé "Why a Country May Be Interested in Digital Currency". Ce que propose Morgan Stanley dans son étude ne relève pas de la futurologie, mais d'une analyse de plusieurs arguments économiques en faveur de la mise en place de cryptomonnaies nationales. Ceci sur la base de publication de banques centrales et de nombreuses sources officielles, comme le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque des règlements internationaux, la BRI, autrement appelée la « banque centrale des banques centrales », dont le siège est à Bâle. Tour d'horizon en trois points.

1 - Baisser les coûts de production de la monnaie

Créer de la monnaie n'est pas gratuit, même pour une banque centrale. Par exemple, créer un billet de 1 dollar américain coûte 0,05 centimes. Ces coûts varient d'un pays à l'autre, en fonction de plusieurs facteurs. Digitaliser la création monétaire avec une cryptomonnaie permettrait de baisser largement ces coûts, et pourrait inciter les banques centrales à sauter le pas.

Et les banques commerciales y seraient probablement favorables, si l'on conserve uniquement l'angle des coûts. Car ce sont elles qui doivent par exemple entretenir le réseau de distributeurs de billets, assurer la sécurité avec des convoyeurs de fonds etc. Gérer le cash est un pur centre de coûts pour les banques, alors qu'à l'inverse, elles touchent des commissions sur les transactions électroniques, avec des cartes bancaires par exemple.

En Suisse, les pièces et billets en circulation représentent environ 10% du PIB, un taux similaire en zone euro. Les Etats-Unis sont plutôt autour de 8%, quant au Canada, au Royaume-Uni et aux pays nordiques, ils sont en-dessous de 5%.

Certaines banques centrales découragent déjà de plus en plus l'utilisation du cash. Souvent cité en exemple en tant que pays presque « cashless », le très faible taux d'utilisation de la monnaie physique en

Suède n'est pas qu'une question culturelle. Les régulations nationales et la banque centrale, la Riksbank, ont largement réduit le nombre de distributeurs de billets, si bien qu'il faut se rendre dans des agences bancaires spécifiques pour obtenir du cash. D'ailleurs, la Riksbank a fait part de sa volonté d'introduire une « e-couronne ».

2 - Faciliter le commerce international... et s'affranchir du dollar ?

Aujourd'hui, l'immense majorité des transactions internationales sont réalisées en dollars ou en euro, à respectivement 40% et 35%. Morgan Stanley relève qu'il y a actuellement de nombreuses discussions sur les technologies blockchain et des cryptomonnaies, afin de créer des systèmes internationaux de paiement alternatifs. Les pays qui ont une grande part de commerce international - qu'il s'agisse d'importation ou d'exportation - ou ceux qui utilisent beaucoup de monnaies étrangères pour le commerce seraient les candidats naturels à l'émission de cryptomonnaies.

Et cela ne se résume pas aux grandes économies. Le rapport relève par exemple que les îles Marshall, qui utilisent le dollar américain comme monnaie domestique, viennent de voter une loi pour lancer leur propre cryptomonnaie. Cette dernière, en plus du dollar américain, sera ensuite accepté dans ce pays. Relevons tout de même que cet exemple est atypique, puisqu'il s'agit d'un archipel océanique avec une économie peu développée et une population de 70'000 habitants.

Il reste que les discussions au niveau international, par exemple pour un système de transferts internationaux instantanés, sont d'actualité. Ce type de transferts nécessite aujourd'hui au mieux un ou deux jours ouvrables, voir plusieurs jours dans les pays en développement. Onze banques ont par exemple rejoint le projet « Utility Settlement Coin », lancé d'ailleurs par une banque suisse : UBS. D'autres banques, comme Barclays ou HSBC ont rejoint cette initiative.

Dans l'une des rares prises de position du rapport de Morgan Stanley, les auteurs estiment qu'une forme de système de paiement transfrontalier en temps réel devrait voir le jour dans les cinq années à venir.

3 - Mieux maîtriser la monnaie et les taux de changes

Le rapport rappelle que plus de 80% des monnaies dans le monde ne suivent pas un régime de taux de changes flottants, c'est à dire fluctuant selon l'offre et la demande pour la monnaie concernée sur le marché des changes. Seulement 16% des 184 pays étudiés par le FMI ont un taux de change réellement flottant. Pour tous les autres : un contrôle des changes est exercé, de manière plus ou moins forte.

Pour Morgan Stanley, une forme digitale de la monnaie permettrait de mieux suivre les transactions internationales de ce marché colossal qu'est celui des changes, qui enregistre un volume de 5000 milliards par jour. Car il ne s'agit bien sûr pas ici d'une place de marché unique, comme une place boursière par exemple, où tous les échanges sont enregistrés.

Et il semble que certains pays, comme la Chine, s'intéressent de près à cette option. D'après Thomson Reuters, sur plus de 400 brevets dans la blockchain déposés globalement l'an dernier, plus de la moitié viennent de Chine. Morgan Stanley précise d'ailleurs que la Banque centrale de Chine évalue les opportunités de l'utilisation de la blockchain, tout comme l'introduction d'une version digitale du yuan. Bonus (ou malus...) : appliquer les taux négatifs à toute l'économie

C'est probablement la partie la moins réjouissante du rapport, mais aussi la plus prospective, donc incertaine. « Théoriquement, un système monétaire 100% digital permettrait d'appliquer des taux négatifs dans une proportion bien plus large qu'à l'heure actuelle » anticipe Morgan Stanley. Une version digitale du cash pouvant être, théoriquement toujours, ponctionnée directement par un taux négatif, détaillent les auteurs du rapport, qui ajoutent également : « Alors que vous ne payez pas de taux négatifs pour le cash qui est dans votre poche ! ».